



FLASH OCTOBRE 2019 / N°7/19

Publication mensuelle sur l'état de la conjoncture

DIRECTION DES PRÉVISIONS, DES POLITIQUES ET DES
STATISTIQUES ÉCONOMIQUES (DPPSE)

SYNTHÈSE

Tous les chiffres et les analyses sont à fin octobre 2019 sauf indications contraires, Valeurs en FCFA

Au niveau mondial, la croissance économique est marquée par une faiblesse de l'activité au troisième trimestre 2019 dans les principaux pays avancés et pays émergents. Le FMI, dans ses prévisions d'octobre 2019, indique un ralentissement de la croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) mondial pour l'année 2019, à +3,0% contre une réalisation de +3,6% en 2018.

En Afrique subsaharienne, en dépit des incertitudes accrues au niveau mondial, le rythme de progression du PIB devrait se maintenir à +3,2% en 2019. Toutefois, il serait en deçà de la prévision d'avril 2019 (+3,5%).

Sur le **marché des matières premières**, les cours des principaux produits de base connaissent une évolution différenciée depuis le début de l'année.

Le cours du pétrole brut a poursuivi son fléchissement au mois d'octobre 2019, malgré une légère remontée en septembre. En moyenne sur les dix premiers mois de l'année, sous l'effet du repli du cours du pétrole brut (-12,2%), ceux du supercarburant (-12,1%) et du gasoil (-8,5%) se sont contractés comparés à la même période de 2018.

Du côté des produits non énergétiques, les cours moyens du café (-10,6%) et de l'huile de palme (-14,2%) ont fléchi, tandis que ceux du caoutchouc (+5,1%) et de l'or (+7,8%) ont progressé. Quant au cours du cacao, il est resté stable en moyenne sur la période sous revue.

Cependant, au mois d'octobre, le cours du cacao a renforcé son redressement amorcé le mois précédent, soutenu par la décision de la Côte d'Ivoire et du Ghana de limiter leurs productions. Les prix ont augmenté de 5,7% en octobre 2019 après +5,0% le mois précédent.

Le **marché des changes** est caractérisé, en moyenne sur la période sous revue, par une dépréciation de l'euro par rapport aux principales devises. Face au dollar américain, la monnaie européenne a affiché une tendance baissière (-5,7%), malgré un léger relèvement observé en octobre 2019.

Le **contexte national** reste favorable, en relation avec la mise en œuvre du Plan National de Développement (PND) 2016-2020 et la bonne exécution du Programme Social du Gouvernement (PSGouv) 2019-2020.

Le **secteur primaire** continue de tirer profit du Programme National d'Investissement Agricole (PNIA 2, 2018-2025). Ainsi, à fin octobre 2019, l'agriculture industrielle et d'exportation a affiché une embellie, sous l'effet de l'accroissement des productions de cacao (+9,4% à fin septembre 2019), de caoutchouc naturel (+4,5%), de banane dessert (+6,4%), de sucre (+1,2%) et d'ananas (+13,9%). L'impact de ces hausses a été atténué par le repli de la production de café (-23,9% à fin septembre 2019) et du volume commercialisé de noix de cajou (-13,1%).

Dans le **secteur secondaire**, l'activité industrielle est orientée favorablement, bénéficiant de la bonne santé des industries extractives, des industries manufacturières et

de la branche « Electricité, gaz et eau ». Ce dynamisme de l'activité industrielle se ressent au niveau de la consommation d'électricité de moyenne tension qui a progressé de 9,9% en moyenne sur les dix premiers mois de l'année en cours. En outre, les exportations en volume de produits manufacturés ont augmenté de 12,7%.

Le BTP devrait également poursuivre son dynamisme, au regard de la réalisation de nombreux travaux d'infrastructures.

Le **secteur tertiaire** a poursuivi son dynamisme, grâce à la performance de l'ensemble de ses branches, notamment le commerce de détail (+4,9%), le volume du trafic voix des télécommunications (+10,1%), le nombre de passagers dans le transport aérien (+4,0%), ainsi que les volumes de marchandises transportées par voies maritime (+11,2%) et ferroviaire (+11,4%). Toutefois, le chiffre d'affaires des télécommunications hors Orange Money a baissé (-5,0%) sous l'effet du repli des prix implicites.

L'évolution des **prix à la consommation** est ressortie à 0,7% en moyenne sur les dix premiers mois de l'année 2019. L'inflation devrait demeurer faible au terme de l'année.

L'**emploi formel** a enregistré un accroissement du nombre total de salariés (+2,4%) par rapport à fin octobre 2018. Toutefois, le nombre d'emplois bruts créés (77 301) sur les dix premiers mois de l'année en cours est inférieur à son niveau atteint à la même période de 2018 (86 177).

La situation des **finances publiques** a été caractérisée par un niveau de recouvrement des recettes et dons évalué à 4 176,1 milliards, en hausse de 289,8 milliards par rapport au niveau de la même période de l'année 2018. Cette évolution est attribuable à une bonne mobilisation de l'ensemble des recettes intérieures.

De même, les dépenses totales et prêts nets se sont accrus de 248,1 milliards pour atteindre 4 790,9 milliards.

Ainsi, le solde budgétaire est ressorti déficitaire de 614,8 milliards. Un recours au marché monétaire et financier d'un montant de 1 866,7 milliards a permis de financer ce déficit et l'amortissement de la dette échue.

Les **échanges extérieurs de marchandises**, hors biens exceptionnels, ont été marqués par un accroissement en valeur des exportations de 12,1%, porté notamment par ventes de produits miniers (+37,1%), de produits de l'« agriculture industrielle et d'exportation » (+10,5%) et de « produits transformés » (+4,7%). Quant aux importations, elles ont progressé de 5,5% en valeur, sous l'effet des achats de biens de consommation (+5,7%), de biens intermédiaires (+6,5%) et de biens d'équipement (+3,0%).

Le solde commercial hors biens exceptionnels est ressorti excédentaire de 647,8 milliards et le taux de couverture des importations par les exportations s'est situé à 112,5%, en hausse de 6,6 points de pourcentage.

Le **marché boursier** sous régional a continué d'enregistrer le recul des indices boursiers de référence et de la capitalisation boursière composite. En moyenne sur la période sous revue, les indices BRVM 10 et BRVM composite ont connu des baisses respectives de 23,4% et de 25,8%. De même, la capitalisation boursière composite a reculé de 1,1% pour ressortir à 8 238,5 milliards.

La **situation monétaire**, a été caractérisée par l'augmentation de la masse monétaire au sens large (M2) provenant à la fois des créances nettes sur l'Administration (+670,0 milliards ; +31,4%), du crédit à l'économie (+424,1 milliards ; +6,3%) et des actifs extérieurs nets (+40,5 milliards ; +2,2%).

En conclusion, l'économie ivoirienne maintient son dynamisme observé depuis le début de l'année. Elle bénéficie de la bonne santé à la fois des secteurs primaire, secondaire et tertiaire. Par ailleurs, l'accélération de la mise en œuvre du Programme Social du Gouvernement (PSGouv) renforce progressivement l'inclusivité de la croissance..

CONTEXTE ECONOMIQUE

Ralentissement de l'activité économique mondiale au troisième trimestre 2019

Au niveau mondial, la croissance économique est marquée par une faiblesse de l'activité au troisième trimestre 2019 dans les principaux pays avancés et pays émergents. Dans ses prévisions d'octobre 2019, le FMI prévoit un ralentissement du rythme de progression du Produit Intérieur Brut (PIB) mondial à +3,0% contre une réalisation de +3,6% en 2018.

Dans les pays avancés, en variation trimestrielle, le PIB des **Etats-Unis** a augmenté de 0,5% au troisième trimestre 2019, au même rythme qu'au trimestre précédent. L'économie américaine est soutenue par la vigueur de la consommation des ménages et des dépenses publiques, ainsi que par l'augmentation des investissements résidentiels. Pour l'année 2019, la croissance du PIB devrait ralentir à +2,4% contre +2,9% en 2018. L'activité serait notamment impactée par l'escalade des tensions commerciales.

Dans la zone euro, l'activité économique n'a progressé que de 0,2% au troisième trimestre 2019, tout comme au deuxième trimestre 2019. Sur l'année 2019, l'activité économique devrait ralentir pour se situer à +1,2% après +1,9% en 2018, en lien avec la menace protectionniste, les incertitudes liées au Brexit, les vulnérabilités des marchés émergents et les facteurs géopolitiques.

L'activité économique au **Royaume-Uni** s'est redressée au troisième trimestre 2019 (+0,3% après -0,2% le trimestre précédent). La croissance de l'économie britannique est portée par la consommation privée et celle de l'administration publique, ainsi que par la demande extérieure. Toutefois, le Brexit constitue une source d'incertitudes majeures sur les perspectives économiques du pays.

Au Japon, la croissance du PIB a décéléré au troisième trimestre 2019 (+0,1% après +0,4% le trimestre précédent). L'économie japonaise subit la faiblesse de l'investissement et des exportations, en relation avec la montée des mesures protectionnistes commerciales et l'essoufflement de l'économie mondiale. Pour l'année 2019, la croissance de l'économie japonaise devrait descendre à 0,9%, impactée par la faiblesse de la demande extérieure et la hausse de la taxe à la consommation de 8% à 10% à partir du mois d'octobre 2019.

Au Canada, le PIB réel s'est accru de 1,3% en rythme annualisé au cours du troisième trimestre, moins vite que la progression de 3,5% enregistrée au deuxième trimestre, selon Statistique Canada. L'économie canadienne a pâti de la faiblesse des investissements des entreprises et des dépenses des ménages ainsi que de la baisse des exportations.

Dans les économies émergentes et en développement, la croissance du PIB **chinois** a ralenti à +6,0% au troisième trimestre 2019 contre +6,2% au deuxième trimestre, en rythme annualisé. L'activité

est affectée, notamment par les effets de la guerre commerciale sino-américaine, ainsi que par l'affaiblissement de la demande intérieure et extérieure. **En Inde**, après que la croissance économique ait ralenti pour atteindre son plus bas niveau en six ans, au second trimestre 2019 (5,0% après 5,8% au premier trimestre 2019), l'activité semble rester faible au troisième trimestre, malgré une mousson favorable et des taux d'intérêt plus bas. **En Russie**, la croissance économique, tirée notamment par l'agriculture, a accéléré au troisième trimestre. Selon l'estimation publiée par l'agence de statistiques « Rosstat », le PIB a augmenté de 1,7% en glissement annuel, au troisième trimestre, après +0,9% au deuxième trimestre. Quant au **Brésil**, il a enregistré une croissance de 0,6% au troisième trimestre par rapport au trimestre précédent. Selon l'Institut Brésilien de Géographie et des Statistiques (IBGE), ce résultat est meilleur qu'attendu.

En Afrique subsaharienne, malgré les incertitudes accrues au niveau mondial, la croissance du PIB devrait se maintenir à +3,2% en 2019, mais en décélération par rapport à la prévision de +3,5% d'avril 2019.

La croissance économique **nigériane**, s'est accrue de 2,3% au troisième trimestre 2019 après +2,2% enregistré au trimestre précédent, selon le Bureau National des Statistiques. Cette performance est attribuable au secteur des services, de l'agriculture et de l'industrie.

En Afrique du Sud, le produit intérieur brut (PIB) a reculé de 0,6% au troisième trimestre 2019 après une hausse de 0,4% enregistrée le trimestre précédent selon

l'Agence Nationale de Statistiques d'Afrique du Sud (Stats SA). Cette baisse est essentiellement liée au repli des secteurs des transports et de la communication, des industries extractives et de l'industrie manufacturière.

Dans les pays de **l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA)**, selon les prévisions de la BCEAO, le dynamisme de l'activité économique observé au premier semestre, s'est renforcé au troisième trimestre 2019. Le taux d'accroissement du PIB, en termes réels, est ressorti à 6,6% après 6,4% le trimestre précédent. Pour l'année 2019, la Banque Centrale situe le taux de croissance économique de l'Union à 6,6% comme en 2018.

Fluctuation des cours des principaux produits de base

Sur le **marché des matières premières**, les cours des principaux produits de base poursuivent leur évolution contrastée enregistrée depuis le début de l'année. Ainsi, l'indice des prix des produits énergétiques, calculé par la Banque mondiale, a affiché un repli de 3,7% en octobre 2019 après un rebond de 4,6% en septembre 2019. De son côté, l'indice des prix des produits non énergétiques s'est consolidé en octobre 2019 (+0,9% après +0,5% en septembre 2019).

En ce qui concerne les produits énergétiques, le cours du pétrole brut poursuit sa tendance baissière au mois d'octobre 2019, malgré une légère remontée le mois précédent. Il est affecté par une offre abondante par rapport à la demande, en relation notamment avec la restauration rapide de la capacité de production saoudienne.

La contraction en évolution mensuelle s'est située à 4,9% en octobre avec le cours qui est descendu à 59 dollars US le baril.

En moyenne sur les dix premiers mois de l'année, sous l'effet du repli du cours du pétrole brut (-12,2%), ceux du supercarburant (-12,1%) et du gasoil (-8,5%) se sont contractés comparés à la même période de 2018.

Du côté des produits non énergétiques, les cours moyens du café (-10,6%), du riz blanchi (-1,9%) et de l'huile de palme (-14,2%) ont fléchi. A l'inverse, les cours du caoutchouc (+5,1%), de l'or (+7,8%) et du sucre (+0,4%) ont progressé. S'agissant du cacao, le cours moyen sur les dix premiers mois de l'année est resté stable.

En évolution mensuelle, au mois d'octobre, le cours du cacao renforce son redressement amorcé le mois précédent, soutenu par la décision de la Côte d'Ivoire et du Ghana de limiter leurs productions. Les prix ont augmenté de 5,7% en octobre 2019 après +5,0% le mois précédent.

Dépréciation de l'euro face aux principales monnaies

En évolution mensuelle, le **marché des changes** a enregistré au mois d'octobre 2019, une appréciation de la monnaie européenne par rapport au dollar US (+0,4%), au yen (+1,1%) et au yuan renminbi (+0,2%). Par contre, l'euro s'est déprécié par rapport à la livre sterling (-1,7%).

En moyenne sur les dix premiers mois de l'année 2019 et comparée à la période correspondante de 2018, l'euro s'est déprécié par rapport au dollar US (-5,7%), au yen japonais (-6,5%), au yuan renminbi (-0,9%) et à la livre sterling (-0,2%). Cette

évolution de l'euro reflète une atonie prolongée de l'activité économique et une orientation très accommodante de la politique monétaire dans la zone euro.

Environnement économique nationale favorable

Le contexte national reste favorable, en relation avec la poursuite de la mise en œuvre du Plan National de Développement (PND) 2016-2020 et la bonne exécution du Programme Social du Gouvernement (PSGouv) 2019-2020.

A fin octobre 2019, le guichet unique du Centre de Promotion des Investissements en Côte d'Ivoire (CEPICI) a enregistré 13 093 entreprises créées contre 12 070 un an plus tôt, soit une augmentation de 8,5%. Le volume d'investissements privés agréés par le CEPICI à fin août 2019 s'est situé à 286,9 milliards, en baisse de 37,5% avec 126,0 milliards d'investissements directs étrangers et 160,9 milliards d'investissements directs nationaux.

Par ailleurs, dans la dynamique de promouvoir une croissance beaucoup plus inclusive, le Gouvernement accélère la mise en œuvre du Programme Social du Gouvernement 2019-2020 dont les effets sont d'ores et déjà perceptibles, notamment au niveau de la santé, de l'éducation, de l'accès à l'eau potable et de l'électrification.

Aussi, afin de consolider les acquis de cette dynamique, le Gouvernement a pris un ensemble de mesures qui devront permettre notamment (i) d'assurer le paiement effectif des opérateurs économiques engagés dans le PSGouv, (ii) d'assurer la qualité des ouvrages et l'adhésion des populations aux différents

projets et (iii) de raccourcir les délais de livraison des ouvrages.

Dans le cadre du projet de renforcement du système d'alimentation en eau potable de plusieurs localités, le Gouvernement a bénéficié d'un accord de prêt d'un montant global d'environ 108,5 milliards. Ce projet prévoit également l'assainissement en milieu urbain afin d'accroître les capacités de production à travers l'amélioration de la qualité des services d'approvisionnement en eau et de l'accès à l'eau potable dans certaines zones insuffisamment desservies.

En outre, dans le souci de favoriser l'émergence d'une agriculture davantage écologique, la Côte d'Ivoire s'est engagée à créer des pôles de développement agricole intégrés (Agropoles) qui demandent des investissements respectueux de l'environnement.

Réalisations sectorielles à fin octobre 2019 comparées à celles de fin octobre 2018, sauf indication contraire. Valeurs en FCFA

Secteur réel

L'activité économique nationale se maintient dans une bonne dynamique, portée par la vitalité des secteurs primaire, secondaire et tertiaire.

Secteur primaire

Dynamisme de l'agriculture d'exportation

Dans le secteur primaire, l'agriculture d'exportation a enregistré une embellie à fin octobre 2019. Elle a bénéficié de l'exécution en cours du deuxième Programme National d'Investissement Agricole (PNIA 2) couvrant la période 2018-2025, des réformes entreprises dans les différentes filières agricoles, de l'appui des partenaires au développement et de conditions climatiques assez favorables.

Ainsi, les productions de banane dessert, d'ananas, de sucre, de coton, de cacao et de caoutchouc se sont accrues tandis que celles de café et de noix de cajou ont reculé.

La production de **cacao** à fin septembre 2019 a progressé de 9,4%. Cette hausse est attribuable à l'entrée en production de nouvelles exploitations ainsi qu'à la poursuite de la formation des producteurs aux bonnes pratiques agricoles.

Pour la campagne 2019-2020 qui a démarré au mois d'octobre, le prix garanti bord champ est fixé à 825 FCFA/Kg, en hausse de 10% par rapport à la campagne principale 2018-2019.

La production de **café** a fléchi de 23,9%, à fin septembre 2019, en raison du repos végétatif après un bon niveau de

production atteint en 2018. Le Gouvernement continue la mise en œuvre du programme de relance caféière qui porte notamment sur l'amélioration de la productivité à travers le recepage des vieux vergers et la distribution de semences améliorées ainsi que sur la formation des producteurs.

Le volume commercialisé d'**anacarde** est estimé à 642 168 tonnes, en baisse de 13,1%. La répartition des pluies n'a pas été favorable à la culture qui subit également la perturbation de la commercialisation liée à la chute des prix internationaux. Afin de renforcer la chaîne de valeur de l'anacarde et d'améliorer la transformation locale, le Gouvernement ivoirien a pris des mesures, notamment l'exonération de droits de douane et de TVA sur certains équipements de production.

La production d'**ananas** s'est établie à 39 829,9 tonnes, en progression de 13,9%. La filière a enregistré un regain de vitalité après plusieurs années de morosité, du fait de la concurrence des produits d'Amérique Latine plus compétitifs sur le marché européen. Cette filière bénéficie du développement d'une nouvelle variété de qualité supérieure, d'une meilleure organisation et de la promotion de la transformation dans le cadre du Projet d'Appui au Renforcement de la Compétitivité du Secteur Industriel (PARCSI) financé par la Banque Africaine de Développement (BAD).

La production de **banane dessert** est ressortie à 378 033,5 tonnes, en hausse de 6,4%. Cette spéculation tire profit de l'augmentation des investissements dans le cadre de l'exécution de la stratégie

gouvernementale pour l'amélioration de la compétitivité de la filière et de la poursuite de la mise en œuvre du programme « Mesures d'Appui à la Banane » (MAB).

Tableau 1 : Principales productions de l'agriculture d'exportation

(en tonnes)	10 mois 2018	10 mois 2019	Variation (%)
Cacao*	997 596,6	1 091 272,2	9,4
Café*	123 618,3	94 109,3	-23,9
Anacarde**	739 202,2	642 167,8	-13,1
Ananas	34 970,6	39 829,9	13,9
Banane dessert	355 419,9	378 033,5	6,4
Caoutchouc	458 149,0	478 552,1	4,5
Coton graine	278 080,3	360 049,2	29,5
Sucre	115 045,9	116 411,7	1,2

Sources : DGE, OPA, MINADER
*Production à fin septembre 2019
**Estimation à fin octobre 2019

La production de **caoutchouc naturel** a augmenté de 4,5% pour atteindre 478 552,1 tonnes. La filière bénéficie de l'entrée en production de nouvelles plantations et de la relative bonne tenue des prix sur le marché international, après des périodes de baisse. Par ailleurs, en vue d'accroître la capacité d'usinage qui est présentement en deçà des besoins, le Gouvernement a pris des mesures pour accorder des incitations fiscales et non fiscales aux opérateurs intervenant dans le secteur de la transformation de l'hévéa.

La production de **coton graine** a enregistré une hausse de 29,5% pour s'établir à 360 049,2 tonnes. Cette embellie résulte des effets du zonage industriel démarré en 2016. Ce système de gestion de la filière coton consiste en la délimitation de zones exclusives d'activités pour les sociétés cotonnières. Il a permis la mutualisation par les entreprises cotonnières de leurs dispositifs de production et de distribution de semences ainsi qu'une planification pluriannuelle de leurs investissements. En outre, les rendements et la qualité de la fibre ivoirienne se sont nettement améliorés. Ces actions combinées à des

prix stables aux producteurs ont suscité un engouement qui a fait accroître les superficies cultivées. La prochaine campagne débutera au mois de décembre 2019 avec un prix d'achat fixé à 300 FCFA/kg contre 265 FCFA la campagne précédente.

La production de **sucre** est ressortie en hausse de 1,2% pour se situer à 116 411,7 tonnes. En dépit de cette progression, il convient de relever que la filière est confrontée aux importations frauduleuses, en relation avec la surproduction au niveau mondial qui maintient les prix internationaux à des niveaux bas. Des actions sont en cours afin d'améliorer la compétitivité de la filière et de porter la production à 300 000 tonnes en 2023 pour répondre à la demande nationale qui se situe à environ 240 000 tonnes.

Secteur secondaire

Le secteur secondaire continue d'enregistrer une orientation favorable portée par la bonne tenue des activités industrielles et du BTP.

○ **Dynamisme des activités industrielles**

L'activité industrielle resterait dynamique au regard des bonnes performances des activités extractives et de l'évolution favorable de la consommation de l'électricité moyenne tension (+9,9%). Cette orientation positive se perçoit également à travers l'accroissement des exportations en volume de produits manufacturés de 12,7%.

➤ **Progression des activités extractives**

Les activités des industries extractives ont augmenté, tirées par la bonne tenue des

productions de pétrole brut, de gaz naturel et des autres activités extractives.

La production de **pétrole brut** s'est située à 11 267,0 milliers de barils, en augmentation de 19,5%. Après deux années de repli, la production pétrolière poursuit la tendance haussière entamée en juillet 2018 et devrait continuer de bénéficier des investissements réalisés pour accroître les rendements. A fin octobre 2019, les productions des champs « Lion et Panthère » du bloc CI-11 et « Baobab » du bloc CI-40 ont progressé respectivement de 38,3% et 33,6%.

La production de **gaz naturel**, a augmenté de 5,3% pour atteindre 1 728,7 millions de mètres cubes. Cette dynamique s'explique par l'usage croissant de gaz naturel par certaines unités industrielles dans leur processus de production. La reprise enregistrée devrait se maintenir pour la fin de l'année 2019.

Les **autres activités extractives** continuent d'être orientées favorablement, portées par l'extraction d'or et de manganèse, malgré le repli de la production de diamant.

La production d'**or** s'est située à 24 611,2 kg, en hausse de 24,6%. Elle tire avantage de la hausse des cours liée aux incertitudes commerciales et géopolitiques qui pèsent sur l'économie mondiale. Cette dynamique amorcée depuis février 2019, après deux années de quasi-stabilité, devrait se poursuivre sur le reste de l'année 2019.

L'extraction de **manganèse** a enregistré un accroissement de 69,9% pour s'afficher à 997 491,0 tonnes. Elle bénéficie du bon niveau des cours internationaux depuis 2016 et devrait continuer de se consolider à la fin de l'année 2019.

En revanche, le **diamant brut** a enregistré une production de 3 005,3 carats, en contraction de 42,5%. Il continue de subir les effets des inondations dans les zones d'exploitations industrielles et semi-industrielles depuis mai 2019. La tendance baissière observée devrait se maintenir jusqu'en fin d'année.

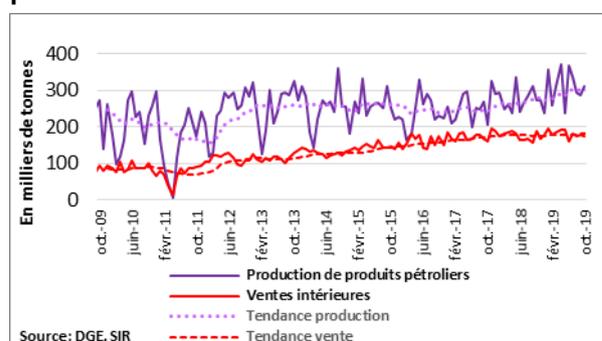
➤ **Bonne orientation des industries manufacturières**

Les activités des industries manufacturières resteraient bien orientées avec la progression de la consommation d'électricité moyenne tension de 9,9% à fin octobre 2019.

Dans la branche « **industries pétrolières, chimiques et caoutchouc, plastiques** », la production des **produits pétroliers** a progressé de 13,5%, portée à la fois par les exportations terre et mer (+31,8%) et les ventes intérieures (+3,2%).

Les ventes intérieures de produits pétroliers ont augmenté sous l'effet conjugué de la hausse de la vente de gasoil (+5,3%) et de super (+8,6%) tandis que les ventes de DDO (-7,0%) et de kérosène (-6,1%) ont reculé.

Graphique 1 : Production et vente de produits pétroliers



➤ **Croissance de la production d'énergies et eau**

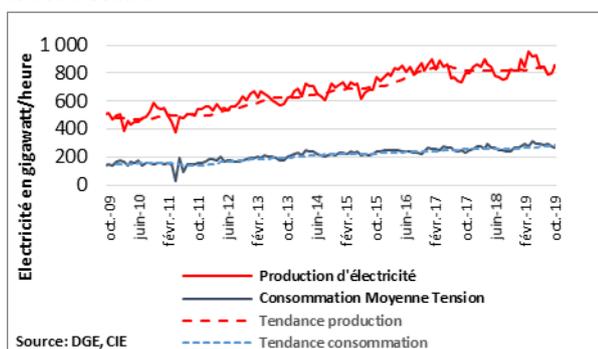
Dans la branche « **électricité, gaz et eau** », la hausse observée au premier

semestre 2019 devrait se poursuivre, au regard de la progression de la production nette d'électricité de 5,4% à fin octobre 2019. Cette évolution est soutenue par l'accroissement à la fois des ventes internes (+10,0%) et des exportations (+1,5%).

Cette bonne orientation de la production d'électricité provient principalement de l'accroissement de la source hydraulique (+18,7%).

Par ailleurs, le repli de la production d'électricité de source thermique continue de s'atténuer pour se situer à 0,1%.

Graphique 2 : Production et consommation d'électricité



○ **Progression des activités du BTP**

Le BTP devrait conserver, à fin octobre 2019, sa bonne dynamique au vu de l'accroissement des importations en volume de clinker et des autres matériaux de construction, respectivement de 5,6% et de 21,7%. Les activités de BTP bénéficient de la réalisation des grands projets d'infrastructure tels que (i) la construction de l'échangeur de l'Amitié ivoiro-japonaise, (ii) l'élargissement du boulevard de Marseille, (iii) la réhabilitation du pont Félix Houphouët-Boigny, (iv) la réalisation du tronçon « Yamoussoukro-Tiébissou » de l'autoroute du nord, (v) le projet de sauvegarde et de développement de la baie de Cocody et de la lagune Ebrié, (vi)

la construction du stade olympique d'Ebimpé et (vii) l'aménagement de la bordure de la mer dans la commune de Port-Bouët. En outre, le lancement des travaux de réhabilitation et de bitumage des routes dans le District de Yamoussoukro devrait contribuer à renforcer la bonne tenue du BTP.

Secteur tertiaire

Poursuite du dynamisme du secteur tertiaire

Le secteur tertiaire est resté globalement bien orienté, porté à la fois par le commerce de détail et le transport, malgré le repli du chiffre d'affaires des télécommunications hors orange money.

Hausse des ventes dans le commerce de détail

L'indice du Chiffre d'Affaires (ICA) du commerce de détail a augmenté de 4,9% grâce à la bonne tenue des ventes dans l'ensemble des branches, exception faite des « produits d'équipement du logement » (-9,2%) et des « produits de l'alimentation » (-1,4%).

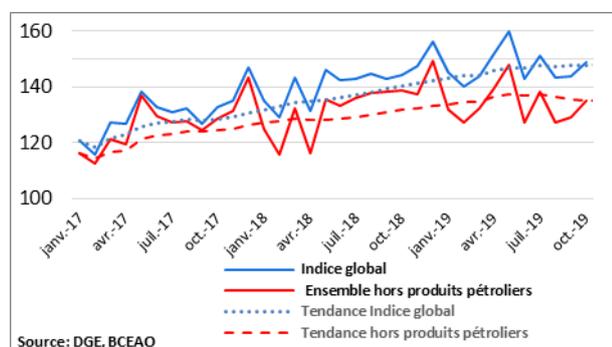
Ainsi, les ventes de « produits pétroliers » ont progressé de 8,7%, en lien avec la hausse des quantités vendues des carburants super et gasoil.

Les ventes d'« articles d'équipement de la personne » et de « véhicules automobiles, motocycles et pièces détachées » ont progressé de 17,2% et 2,8%.

L'ICA des « produits pharmaceutiques et cosmétiques » s'est accru de 10,7%, porté par les ventes de « produits pharmaceutiques et médicaux » et de « parfumerie et produits de beauté ».

Hors produits pétroliers, l'Indice du Chiffre d'Affaires s'est accru de 2,0%.

Graphique 3 : Indice du chiffre d'affaires du commerce de détail



Bonne tenue des activités de transport

Le transport a conservé son dynamisme, soutenu par l'ensemble de ses composantes.

➤ Dynamisme du transport aérien

Le **transport aérien** a été marqué par une croissance de 4,0% du nombre total de passagers qui s'est affiché à 1 885 800.

Le nombre de passagers commerciaux a, quant à lui, progressé de 5,1%, sous l'effet de la croissance enregistrée dans l'ensemble des destinations, à l'exception du trafic vers la CEDEAO qui a quasiment stagné (-0,6%). Le trafic vers l'Afrique a augmenté de 2,3%.

Le trafic national, qui continue de tirer avantage de la remise en service de l'aéroport de San Pedro, a augmenté de 33,9%.

La destination Amérique du Nord s'est également consolidée de 65,7%, en lien avec l'ouverture de la ligne directe vers les USA.

Le nombre de passagers commerciaux à destination et en provenance de l'Europe a augmenté de 5,1%, du fait du trafic vers la

France qui s'est accru dans la même proportion.

Le fret aérien a progressé de 18,8% tandis que le transit s'est contracté de 6,9%.

➤ Consolidation du transport ferroviaire

Dans le **transport ferroviaire**, le trafic global de marchandises a progressé de 11,4% pour se situer à 857 039 tonnes. Cette bonne tenue, qui s'explique par le dynamisme des échanges entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso (+15,3%), est atténuée par la baisse du trafic intérieur (-24,7%).

➤ Progression continue du transport maritime

Le trafic global de marchandises dans le **transport maritime** s'est accru de 11,2% à fin septembre 2019, porté par la vigueur de l'activité des deux ports.

Au **port d'Abidjan**, le trafic global de marchandises s'est affiché à 19 514 863 tonnes, en hausse de 8,4%. Cette dynamique est portée par l'ensemble des activités. Ainsi, le trafic national, les activités de transit et de transbordement se sont accrues respectivement de 7,6%, 21,1% et 0,1%. Le nombre de navires entrants est également en progression de 1,6%.

Au niveau du **port de San Pedro**, le trafic global de marchandises a progressé de 29,0% pour s'afficher à 3 700 927 tonnes. Cette embellie est tirée à la fois par les activités de transbordement et les activités hors transbordement qui ont enregistré des hausses respectives de 3,8% et 37,6%.

➤ **Bonne orientation du transport terrestre**

Le **transport terrestre** augmenterait de 6,7% au regard de la consommation des carburants gasoil et super.

Hausse du volume d'activité dans les TIC

Le secteur des télécommunications a été caractérisé par un accroissement de 10,1% du volume global du trafic voix. Cette bonne performance est attribuable au trafic voix de la téléphonie mobile qui a progressé de 10,2%. Cependant, le nombre de SMS a reculé de 35,5%.

En ce qui concerne le chiffre d'affaires global des télécommunications hors Orange Money, il s'est replié de 5,0%, du fait de la contraction du chiffre d'affaires du service « voix et SMS » de 12,8%. Cette baisse est atténuée par les chiffres d'affaires de l'internet et du mobile money qui ont progressé respectivement de 31,7% et 9,4%.

Hausse modérée des prix à la consommation

L'indice harmonisé des prix à la consommation conserve sa faible évolution au terme des dix premiers mois de l'année 2019. Il augmente de 0,7%, sous l'effet de la hausse des prix des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » de 1,1% et de ceux des « produits non alimentaires » de 0,5%.

Cette évolution modérée des prix des produits alimentaires est expliquée par le bon approvisionnement des marchés en produits vivriers et par les efforts du Gouvernement pour lutter contre la vie chère.

➤ **Hausse des prix de certains produits alimentaires**

En dépit de la maîtrise de l'évolution des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées, il est enregistré des pressions sur les prix des « fruits » (+7,4%), des « tubercules et plantains » (+3,8%) et des « produits laitiers » (+2,2%). A l'inverse, les prix des « poissons » (-0,2%) ont reculé.

➤ **Augmentation des prix des produits manufacturés**

L'indice des prix des produits secondaires s'est accru de 0,8% du fait de la progression des prix des « articles d'habillement » (+1,1%), des « meubles, articles d'ameublement, tapis et autres revêtements » (+1,5%), des « verreries, vaisselle et ustensiles de ménage » (+0,5%) et des « outillages et autres matériels pour la maison et le jardin » (+0,5%). Par contre, les prix des « articles de ménages en textiles » (-1,1%) ont replié.

➤ **Légère hausse des prix des principaux services**

Les prix des services ont progressé de 2,1%, portés par les prix des fonctions « loisirs et cultures » (+0,5%), « transports » (+0,6%), « santé » (+0,3%), « communication » (+1,2%), « enseignements » (+1,6%), et « restaurants et hôtels » (+0,2%).

L'accroissement des prix de la fonction « santé » est dû à la hausse de ceux des « produits, appareils et matériels médicaux » (+0,2%), des « services hospitaliers » (+0,1%) ainsi que des « services ambulatoires » (+1,0%).

Les prix de la fonction « loisirs et culture » ont progressé sous l'effet du renchérissement des prix des « journaux,

livres et articles de papeterie » (+1,4%), des « services récréatifs et culturels » (+0,8%) et « autres articles et matériels de loisirs » (+0,3%). Les contractions des prix des « matériel audiovisuel, photographique et de traitement de l'image » (-1,4%) et des « forfaits touristiques » (-3,4%) ont atténué ces hausses.

L'augmentation des prix de la fonction « communication » est imputable aux « services de téléphonie et de télécopie » (+1,3%), aux « services postaux » (+1,5%) et aux « matériels de téléphonie et de télécopie » (+0,2%).

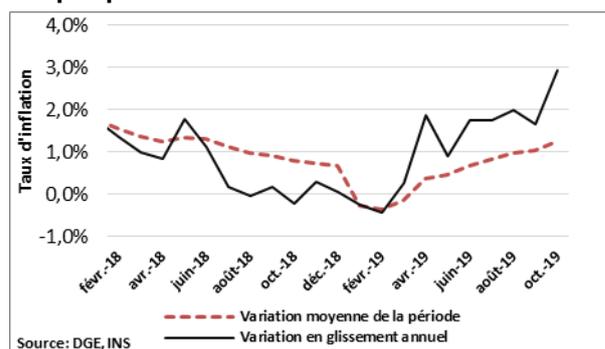
Les prix de la fonction « restaurants et hôtels » ont renchéri sous l'impulsion de ceux des « services d'hébergement » (+3,5%), tandis que ceux des « services de restauration » sont restés stables.

L'accroissement des prix de la fonction « transport » provient à la fois des prix des « achats de véhicules » (+0,1%), » des « dépenses d'utilisation des véhicules » (+1,1%) et des « services de transport » (+0,3%).

Les prix de la fonction « enseignement » ont progressé, portés par ceux de l'« enseignement supérieur » (+2,0%), de l'« enseignement post-secondaire non supérieur » (+2,4%), de l'« enseignement secondaire » (+0,8%) et de l'« enseignement préélémentaire et primaire » (+0,2%).

En moyenne sur les douze derniers mois, le taux d'inflation s'est situé à +0,7%, en dessous du maximum de la norme communautaire de l'UEMOA fixé à 3%.

Graphique 4 : Evolution des taux d'inflation



Hausse des effectifs de salariés dans le secteur formel

Le nombre de salariés dans le secteur formel a progressé de 2,4% pour s'afficher à 1 037 661, soit une création nette de 24 658 emplois en un an, dont 76,9% dans le privé.

Les créations brutes d'emplois se sont élevées à 77 301 sur les dix premiers mois de l'année 2019 contre 86 177 à la même période de 2018.

Dans le secteur public, le nombre de nouveaux fonctionnaires intégrés au fichier de la CGRAE s'est affiché à 8 900 contre 10 333 un an plus tôt, en lien avec la poursuite de la politique de maîtrise de la masse salariale. Ces agents sont principalement affectés dans les Ministères en charge de l'éducation et de la formation (47,6%), de la santé ou ayant des activités en relation avec le cadre de vie (18,2%) et, dans les Ministères en charge de la défense, de l'Administration du territoire et des eaux et forêts et dans les grandes Institutions (Présidence de la République ou Primature) (16,0%).

Dans le secteur privé, le nombre de nouvelles immatriculations s'est élevé à 68 401 contre 75 844 un an plus tôt. Les principaux secteurs pourvoyeurs d'emplois sont le commerce (+30,4% ; 20 760 immatriculations), l'industrie

manufacturière (+15,1% ; 10 332 immatriculations) et le BTP (+12,5% ; 8 527 immatriculations).

Finances Publiques

A fin octobre 2019, les finances publiques ont été marquées par une hausse du recouvrement des recettes intérieures et des dépenses totales comparées à la même période de 2018.

Consolidation des recettes fiscales

Les recettes totales et dons ont été recouverts à hauteur de 4 176,1 milliards sur les dix premiers mois de l'année 2019, soit une amélioration de 289,8 milliards par rapport à la période correspondante de 2018. Cette évolution est imputable à une bonne mobilisation à la fois des recettes fiscales (+291,7 milliards) et des recettes non fiscales (+14,4 milliards) en rapport avec la bonne orientation de l'activité économique. Toutefois, cette embellie est atténuée par le repli des dons (-16,3 milliards).

S'agissant des recettes fiscales, leur progression est en lien principalement avec le bon niveau de mobilisation des impôts sur biens et services (+130,2 milliards) et de la fiscalité de porte (+121,8 milliards).

Quant aux recettes non fiscales, leur augmentation est liée essentiellement aux recettes de cotisation sociale (+17,1 milliards).

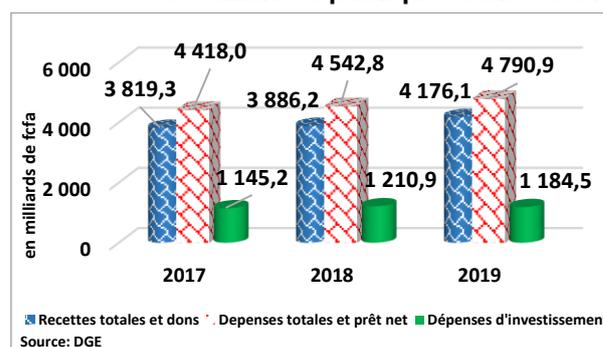
Par contre, les dons ont été accordés à hauteur de 211,7 milliards, en recul de 16,3 milliards par rapport au niveau accordé à fin octobre 2018.

Hausse des dépenses totales

Les dépenses totales et prêts nets se sont situés à 4790,9 milliards, en accroissement

de 248,1 milliards du fait de la hausse des dépenses du personnel (+38,4 milliards), des prestations sociales (+24,7 milliards), des dépenses de fonctionnement (+83,2 milliards), des intérêts de la dette (+104,7 milliards) ainsi que des subventions et autres transferts (+14,2 milliards).

Graphique 5 : Evolution des principaux agrégats des finances publiques à fin octobre



Financement

Il ressort de ces évolutions, un solde primaire de base excédentaire de 88,6 milliards et un solde budgétaire déficitaire de 614,8 milliards. Un recours au marché monétaire et financier d'un montant de 1 866,7 milliards dont 498,7 milliards de bons, base trésorerie, a permis de financer le déficit budgétaire et l'amortissement de la dette échue.

Echanges extérieurs

Accroissement en valeur des exportations et des importations

A fin octobre 2019, les échanges extérieurs de marchandises hors biens exceptionnels ont été marqués en valeur par un accroissement des exportations et des importations respectivement de 12,1% et 5,5%.

Les exportations ont augmenté sous l'effet de la hausse en valeur des ventes de produits miniers (+37,1%), de produits de

l'agriculture industrielle et d'exportation (+10,5%), de produits de la première transformation (+5,3%) et de produits manufacturés (+5,1%).

Les produits de l'« agriculture industrielle et d'exportation » ont principalement tiré profit de la bonne orientation des ventes en valeur de cacao fèves (+19,4%), de caoutchouc (+23,1%), de coton masse (+32,3%) et de café vert (+33,9%).

Concernant les « produits de la première transformation », leur hausse en valeur est attribuable essentiellement à l'augmentation des ventes de cacao transformé (+13,7%) et d'huile de palme (+15,1%).

Pour ce qui concerne les produits manufacturés, leur hausse est en lien avec la progression des ventes en valeur de produits pétroliers (+9,0%) et de véhicules automobiles (+83,0%).

Au niveau des produits miniers, il est enregistré une progression des ventes d'or (+45,8%) et de pétrole brut (+24,0%) qui se justifie par la bonne tenue des activités des industries extractives.

La hausse des **importations** en valeur a été impulsée par les achats de biens de consommation (+5,7%), de biens intermédiaires (+6,5%) et de biens d'équipement (+3,0%).

Les importations de biens de consommation ont été soutenues à la fois par les achats de produits alimentaires (+8,1%) et d'« autres biens de consommation » (+3,9%).

Les produits alimentaires ont essentiellement profité de l'augmentation des achats en valeur de poisson frais (+7,3%), de blé tendre (+11,3%) et de produits laitiers (+18,7%). Quant aux

« autres biens de consommation », ils ont été essentiellement portés par les achats de « produits divers des industries chimiques » (+20,5%), de matières plastiques et ouvrages en ces matières (+6,6%) ainsi que par les achats d'appareils pour la réception, la conversion et la transmission ou la régénération de la voix (+24,9%).

Les achats des biens intermédiaires se sont accrus suite à l'augmentation des achats en valeur d'engrais (+84,2%), des produits de la catégorie « fer, fonte, acier et ouvrages en fer » (+8,7%), de produits chimiques (+13,0%) et du clinker (+14,1%).

Quant aux biens d'équipement, ils ont profité de la hausse en valeur des achats de machines mécaniques (+8,1%) et de machines automatiques (+30,3%).

Il résulte de ces évolutions un solde commercial hors biens exceptionnels excédentaire de 647,8 milliards avec un taux de couverture des importations par les exportations ressortant à 112,5%, en hausse de 6,6 points de pourcentage par rapport à son niveau à fin octobre 2018.

Les échanges extérieurs ont cependant enregistré une dégradation des termes de l'échange de 2,2% sous l'effet de la hausse des prix à l'import de 1,3% couplée à la légère baisse des prix à l'export de 0,9%.

Situation monétaire et financière

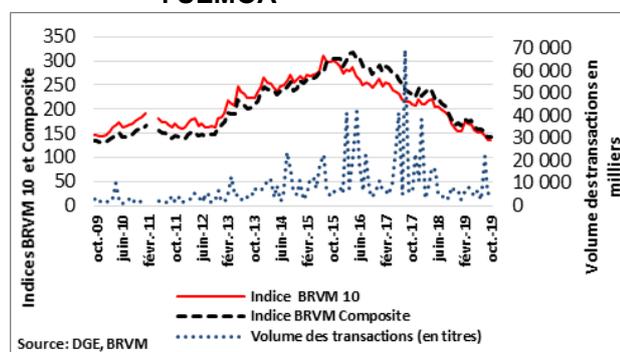
Poursuite du repli des indices boursiers de référence

Le marché boursier sous régional a été marqué par la poursuite du recul des indices boursiers de référence et de la capitalisation boursière composite.

Ainsi, les indices BRVM 10 et BRVM Composite ont enregistré des baisses respectives de 23,4% et de 25,8%, résultant de la contraction de l'ensemble des indices boursiers sectoriels. Les indices « BRVM- Transport » (-54,3%), « BRVM-Industries » (-46,6%), « BRVM-Agriculture » (-46,9%) et « BRVM-Autres secteurs » (-36,0%) ont connu les décrochages les plus marqués.

La capitalisation boursière composite a, quant à elle, reculé de 1,1% pour ressortir à 8 238,5 milliards. Cette évolution provient de l'effet conjugué du repli de la capitalisation du marché des actions de 15,4% et de l'accroissement de la capitalisation du marché des obligations de 20,4%. Le volume et la valeur transigés se sont affichés en retrait respectivement de 37,9% et de 54,2%.

Graphique 6 : Indicateurs du marché boursier de l'UEMOA



A fin octobre 2019, la rotation moyenne mensuelle des titres sur le marché est ressortie à 0,49%. Le taux de rendement moyen s'est situé à 10,69% et la rentabilité moyenne s'est affichée à 2,09% avec un PER¹ moyen de 9,26 et une prime de risque à 4,30%. Les séances ont porté sur 74 titres, dont 43 sur le marché des actions et 31 lignes obligataires.

Bonne orientation du financement de l'économie

La situation monétaire a été caractérisée par la hausse de la masse monétaire au sens large (M2) provenant de l'accroissement des créances intérieures atténué par le repli des actifs extérieurs nets.

La masse monétaire a augmenté de 8,6% pour s'afficher à 9 876,4 milliards, soutenue à la fois par la hausse des créances intérieures (+1 094,1 milliards ; +12,4%) et des actifs extérieurs nets (+40,5 milliards ; +2,2%). Les créances intérieures ont progressé grâce aux créances sur l'économie (+424,1 milliards ; +6,3%) et aux créances nettes sur l'Administration centrale (+670,0 milliards ; +31,4%).

Quant aux actifs extérieurs nets, ils se sont accrus de 2,2% pour s'établir à 1 872,1 milliards en raison principalement de la hausse des actifs détenus par le secteur bancaire (+143,1 milliards ; +57,5%).

En ce qui concerne l'activité bancaire, en termes cumulés sur les dix premiers mois de l'année 2019, les nouvelles mises en place de crédits ordinaires sont ressorties à 4 050,8 milliards contre 4 182,9 milliards sur la même période de 2018, en retrait de 3,2% (-132,8 milliards). Cette évolution provient de la baisse des crédits accordés aux « autres sociétés » (-227,9 milliards), aux « Etat et organismes assimilés » (-70,4 milliards), aux « Entreprises individuelles » (-55,0 milliards), aux « Personnels des banques » (-11,7 milliards) et à la « Clientèle financière » (-8,0 milliards). Cette baisse a été allégée par la hausse des montants des crédits octroyés aux

¹ Price Earning Ratio

« Particuliers » (+196,3 milliards), aux « Sociétés d'État et EPIC » (+41,5 milliards) et aux « Assurances et caisses de retraite » (+3,4 milliards).

Les montants cumulés des escomptes d'effets de commerce et des dépôts se sont accrus respectivement de 3,2% (+27,3 milliards) et de 6,4% (+102,6 milliards).

Les taux moyens d'intérêt des nouvelles mises en place de crédit et d'escompte appliqués se sont établis respectivement à 6,4% et 7,0%, en augmentation de 0,1 point de pourcentage par rapport à leur niveau de la période correspondante de 2018. Quant au taux moyen créditeur des dépôts, il est ressorti à 4,8%, en baisse de 0,2 point de pourcentage par rapport à 2018.

En conclusion, l'économie ivoirienne maintient son dynamisme observé depuis le début de l'année. Elle bénéficie de la bonne santé à la fois des secteurs primaire, secondaire et tertiaire. Par ailleurs, l'accélération de la mise en œuvre du Programme Social du Gouvernement (PSGouv) renforce progressivement l'inclusivité de la croissance.

Tableau de bord

	Variation en glissement annuel								Variations en glissement (cumul de la période)
	Mars.-19	Avr.-19	Mai.-19	Juin.-19	Juil.-19	Août.-19	Sept.-19	Oct.-19	
INTERNATIONAL									
Cours du Pétrole brut	-0,2%	-1,1%	-7,4%	-13,6%	-14,0%	-18,6%	-20,4%	-26,3%	-12,2%
Cours du cacao	-12,1%	-11,2%	-13,0%	-0,1%	2,5%	1,1%	5,0%	14,1%	0,0%
Cours de l'euro par rapport au dollar US	-8,4%	-8,5%	-5,3%	-3,3%	-4,0%	-3,7%	-5,6%	-3,8%	-5,7%
ACTIVITE NATIONALE									
Primaire									
Agriculture d'exportation									
Cacao*	3,1%	nc	nc	21,1%	nc	nc	6,5%	nc	nc
Café*	-14,8%	nc	nc	-42,2%	nc	nc	-80,9%	nc	nc
Anacarde	-22,5%	-38,6%	-28,1%	186,9%	169,3%	18,7%	-51,5%	152,7%	-13,1%
Secondaire									
IHPI global	4,4%	14,1%	12,3%	9,8%	nc	nc	nc	nc	nc
IHPI hors extraction	3,0%	11,1%	11,3%	7,7%	nc	nc	nc	nc	nc
BTP	-8,3%	25,8%	-5,2%	27,4%	nc	nc	nc	nc	nc
Production d'électricité	5,3%	6,6%	9,7%	6,9%	8,5%	4,8%	5,2%	3,0%	5,4%
Production de produits pétroliers	19,0%	55,0%	-28,7%	52,3%	26,3%	nc	-8,1%	14,5%	13,5%
Pétrole brut	19,7%	36,9%	32,8%	27,2%	30,4%	16,8%	8,4%	-2,6%	19,5%
Gaz naturel	-9,4%	2,6%	-5,1%	3,3%	36,2%	15,0%	36,7%	18,9%	5,3%
Tertiaire									
Indice du Chiffre d'Affaires (ICA) ²	0,5%	15,3%	9,6%	0,5%	5,6%	-1,1%	0,7%	3,1%	4,9%
Trafic global maritime	4,7%	25,7%	13,3%	-4,2%	16,8%	nc	3,0%	nc	nc
Total voyageurs aérien	8,5%	4,3%	1,5%	10,9%	5,7%	4,8%	-2,2%	2,6%	5,1%
Transport ferroviaire (trafic de marchandise)	2,3%	2,0%	6,2%	6,7%	31,2%	40,8%	27,5%	10,3%	11,4%
Echanges extérieurs³									
Exportation en valeur	-0,4%	1,3%	14,6%	16,4%	36,3%	28,9%	35,2%	4,9%	12,1%
Importation en valeur	19,5%	25,5%	-4,0%	-26,1%	22,4%	-19,0%	34,1%	-3,6%	5,5%
Solde commercial ⁴	243,57	31,34	86,66	193,83	-79,25	17,28	-79,13	18,61	647,8
Financement									
Masse Monétaire (M2)	9,4%	10,5%	9,1%	7,9%	6,9%	8,1%	8,6%	8,6%	8,6%
Actifs Extérieurs nets	-34,3%	-32,0%	-24,1%	-30,1%	-30,0%	-27,4%	-17,7%	2,2%	2,2%
Créances intérieures	23,2%	25,8%	18,8%	22,0%	18,7%	17,6%	18,4%	12,4%	12,4%
Créances nettes sur l'Administration Centrale	84,6%	85,8%	53,0%	73,1%	58,5%	52,7%	45,7%	31,4%	31,4%
Créances sur l'économie	10,4%	13,0%	10,2%	9,3%	7,7%	7,4%	10,0%	6,3%	6,3%
Finances publiques									
Recettes totales & Dons	0,0%	23,1%	-17,5%	16,0%	19,7%	5,8%	4,6%	12,7%	7,5%
Dépenses totales & Prêts nets	26,5%	4,8%	-4,6%	15,6%	10,4%	-1,4%	-8,1%	2,6%	5,5%
Investissement public	25,8%	-9,7%	18,5%	21,6%	49,1%	7,7%	-51,5%	-36,2%	-2,2%
Solde budgétaire global ⁴	-111,99	-45,41	-37,73	-118,09	-195,03	-44,15	7,87	-20,20	-614,8
Prix à la consommation									
IHPC ⁵	0,6%	0,7%	0,8%	1,2%	1,2%	0,4%	0,5%	0,3%	0,7%

Direction Générale de l'Economie
 Direction des Prévisions, des Politiques
 et des Statistiques Economiques (DPPSE)

Tel : +(225)20200958 - 04 BP 650 Abidjan 04

4 : Niveau en milliards de FCFA

*Données trimestrielles

5 : Indice Harmonisé des Prix à la Consommation

Nc et nd : non concerné et non disponible respectivement

Pour en savoir plus :

Sous-direction de la
 Conjoncture

Email : sd.c.dppse@dge.gouv.ci

Tel : +(225)20200924/20200925

Sous-Direction de la Conjoncture Email : sd.c.dppse@dge.gouv.ci Tel : +(225)20200924/20200925